

## Conseil du public et Organe de médiation de la RTSR

Le Conseil du public (CP) a traité un total de 18 émissions et thématiques durant l'année 2017, portant aussi bien sur l'actualité que sur le divertissement, analysant 7 émissions télévisées, 8 émissions de radio, 1 production web et deux couvertures d'élections. Il a également entamé une réflexion sur la signalétique à la télévision.

Les analyses du CP ont porté tant sur de nouvelles émissions (A l'abordage, Premier rendez-vous) que sur des émissions ayant largement fait leurs preuves (Mise au point, Journaux de la mi-journée tv et radio). Il a également analysé la couverture de l'élection présidentielle française et la votation du 18 juin sur le devenir de Moutier. Il a, enfin, participé à une analyse nationale de Nouvo, conjointement aux autres Conseils du public de la SSR.

Le CP a pu constater que le souci de qualité était constant et que la RTS a assuré sa mission de service public en respectant les principes qui la fondent, notamment au sens des articles 4 et 5 de la LRTV.

De son côté, l'Organe de médiation (OM) a traité 27 réclamations en 2017 en lien avec le travail de la RTS, soit 3 de plus qu'en 2016. La télévision a été visée à 15 reprises, la radio à 6 reprises et les autres services journalistiques à 6 reprises. Les réclamations en lien avec la télévision sont stables, alors qu'elles sont en diminution de moitié pour la radio et que les réclamations contre des publications conçues par la rédaction et parues dans les autres services journalistiques ont fait leur apparition.

Les différents griefs que peut invoquer le public sont prévus aux articles 4 et 5 de la LRTV. C'est le principe de présentation fidèle des faits, avec son corollaire de garantie de la libre formation de l'opinion qui ont été le plus souvent invoqués. En 2017, aucun réclamant n'a poursuivi ses démarches auprès de l'AIEP.

L'Organe de médiation est le passage obligé avant de pouvoir porter une réclamation devant l'AIEP et, cas échéant, le Tribunal fédéral. Or, l'initiative « No Billag » prévoit de supprimer la possibilité pour le public de déposer une plainte contre les programmes auprès d'une autorité indépendante. En cas d'acceptation, l'OM estime que le public perdra donc le contrôle qu'il pouvait effectuer.

Cette initiative signerait également la mort du service public audiovisuel, ce qui ne manque pas d'inquiéter le Conseil du public. Un élément en particulier attise ses craintes : la disparition des exigences légales quant aux contenus de l'information, visant à permettre la libre formation de l'opinion des auditeurs et téléspectateurs (art.93, al.2 Cst). De même, ne plus imposer d'exigence de présentation de la diversité des opinions, lui paraît faire courir un risque important au bon exercice de la démocratie. En ajoutant à cela la suppression des possibilités de recours contre des programmes, le CP estime que l'initiative « No Billag » mettrait un terme au contrôle citoyen de nos médias audiovisuels.

### Contacts :

*Matthieu Béguelin, président du Conseil du public RTSR, 079 897 63 11*

*Raymonde Richter, médiatrice RTSR, mediation@rtsr.ch, 079 643 24 16*